

L



La fin de l'Europe ? Inflation, crise énergétique, guerre aux frontières... ce que Franck Biancheri le *Mentonnais* (1961-2012) en dirait aujourd'hui.

Conférence-débat du samedi 18 mars 2023 - Bibliothèque municipale de Menton

Organisée par l'Association des Amis de Franck Biancheri et la Ville de Menton en partenariat avec le Laboratoire européen d'Anticipation Politique (LEAP2040) et la Fondation Jean Monnet pour l'Europe



FONDATION
JEAN MONNET
POUR L'EUROPE



[Programme téléchargeable ici](#)

12 MARS 2023

Un cycle de débats sur l'Europe en hommage à Franck Biancheri ce samedi à Menton

Menton (cimetière du Trabuquet) est le lieu où repose le politologue Franck Biancheri depuis maintenant 10 ans. Ce 11 mars, il aurait eu 62 ans, une date emblématique. À cette occasion, quelques-uns de ses compagnons de route viennent débattre de l'Europe et son avenir, ce samedi, à l'Odyssée Bibliothèque, 15 h à 17 h : Marie-Hélène Caillol (LEAP2040), Geta Grama-Moldovan, Gilles Grin de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Harald Greib, Adrian Taylor (4sight), José Maria Compagni Morales et le public de Menton. Trois grands cycles de débats sont programmés et nécessitent de s'inscrire au préalable :

- 1^{er} débat : « L'Europe change : quel impact pour une ville frontalière comme Menton ? », « L'indispensable décolonisation de l'Union européenne », par Harald Greib, cofondateur des New Europeans et candidat aux élections européennes de 2009 (Hambourg), « Le rôle des puissances économiques européennes comme facteur d'affaiblissement de l'UE », par Jose-Maria Compagni Morales, directeur général DOCENSAS (Séville), « L'Europe est à réinventer », par Adrian Taylor, fondateur 4sing (Hambourg).
- 2^{ème} débat : « L'Europe change : quel impact pour la France ? », « La construction européenne entre crises et relances, d'hier à aujourd'hui », par Gilles Grin, directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne). La fin de l'Europe : est-ce la faute des citoyens ? », par Sven Franck, co-Président Volt France, « La fin de l'Europe n'aura pas lieu », par Geta Grama-Moldovan, directrice administrative d'Anticipolis (Cluj-Napoca). Vote « Est-ce la fin de l'Europe ? »
- 3^{ème} Débat avec la salle : « L'Europe change : qu'émerge-t-il d'autre ? Que voudrait-on d'autre ? »

Inscription obligatoire en ligne : <https://forms.gle/U23eRlmpJKLoUCB7>
Plus d'info : <https://www.franck-biancheri.eu/.../conference-debat/>

Les principales interventions de nos débatteurs



Ouverture avec Marianne Ranke-Cormier, Présidente de l'Association des Amis de Franck Biancheri, Patrice Novelli, maire adjoint et représentant de Yves Juhel, maire de Menton, Marie-Hélène Caillol, Présidente de LEAP2040

Mot d'accueil : « Franck Biancheri, le Mentonnais » - Marianne Ranke-Cormier, présidente de l'[association des Amis de Franck Biancheri](#), rédactrice, membre de l'équipe éditoriale [GEAB](#) chez [Anticipolis](#), ancienne candidate européenne IDE (1989) et Newropeans (2009)

Bonjour à vous toutes et tous, et merci de votre participation à cette conférence-débat, qui je vous le promets va être des plus intéressantes : "La fin de l'Europe? Inflation, crise énergétique, guerre aux frontières... ce que Franck Biancheri le *Mentonnais* en dirait aujourd'hui".

En tant que présidente de l'Association des Amis de Franck Biancheri je vais brièvement introduire ce personnage mentonnais qui va nous inspirer ici au travers des présentations de certains des membres de l'association, anciens amis et compagnons de route.

L'Association a été créée en hommage à Franck Biancheri, homme politique et démocrate européen, né à Nice en 1961 et décédé le 30 octobre 2012 à Paris à l'âge de 51 ans. Le site de l'AAFB est dédié à son infatigable travail et à la richesse de l'œuvre qu'il a léguée aux générations futures. Créée à l'initiative de Marie-Hélène Caillol, sa compagne et plus proche collaboratrice, sa fille Carla, ses amis et compagnons de route de toujours ou rencontrés récemment, c'est à travers elle que nous voulons faire vivre cet héritage, le transmettre et le faire évoluer.

Franck Biancheri était un politologue, penseur et acteur de l'Europe démocratique, nous disons toujours père fondateur d'Erasmus, sans lequel Erasmus n'existerait pas aujourd'hui, décédé prématurément à l'âge de 51 ans, en 2012. Il repose au magnifique cimetière du Trabuquet, avec vue sur mer. Pour situer le personnage je vais rapidement donner quelques dates clés :

1985 : fondation de AEGEE-Europe (premier réseau étudiant européen sans niveau national, mais reposant sur un réseau d'universités/villes). Plus de 35 ans après cette association existe toujours.

1987 : grâce à son action le programme ERASMUS est adopté

1988 : fondation de IDE, premier parti politique transeuropéen qui présentera aux élections européennes de 1989 un même programme dans 3 pays européens différents : Espagne, France, Pays-Bas (entendez à l'époque sans internet, sans portable, balbutiement des ordinateurs...)

1989 : **Prometheus-Europe**, constitue alors la première association de jeunes professionnels européens consacrée à l'information sur les politiques et programmes communautaires au service tant des bénéficiaires potentiels (information top-down) que des institutions (évaluation bottom-up).

1997 : TIESWEB (**Système d'Échange d'Informations Trans-Atlantic (TIES) sur le net**)

2000 : lance le premier vote électronique transeuropéen EUSV au niveau étudiant

1999 : il lance Europe2020 avec son projet Vision Europe2020

2002/2003 : il effectue le 1^{er} marathon démocratique européen (+ 100 villes en une année) sur le thème « **Quel avenir pour l'Europe ?** » question à laquelle notre débat d'aujourd'hui fait écho.

2005 : Newropeans, 2^{ème} mouvement politique transeuropéen : Allemagne, France, Pays-Bas pour les européennes de 2009

2005 : LEAP et en 2006 la première lettre d'anticipation politique, qui deviendra le GEAB, qui anticipera la crise des subprimes et sa suite de 2008/2009. Il pose la méthode d'anticipation politique. Le GEAB est toujours diffusé aujourd'hui.

2009 : Newropeans se présente aux élections européennes

Bien sûr je ne cite pas les milliers de conférences et d'évènements en Europe et dans le monde, d'articles, toutes ces archives étant accueillies par la FJME, dont Gilles Grin, qui nous fait l'honneur d'être présent aujourd'hui, en est le directeur.

Franck Biancheri a été nommé parmi les 20 héros européens du Time magazine en **2003**, le 1^{er} à avoir initié les grands prix citoyens européens en **2005**, en **2010**, la présidence espagnole de l'UE fait figurer Franck Biancheri au nombre des 20 personnes qui ont changé notre monde, pour son action décisive en faveur d'Erasmus, en **2011** son livre « *Crise mondiale : En route pour le monde d'après* » paru en octobre 2010 en cinq langues (français, anglais, allemand, espagnol et italien) aux éditions Anticipolis est sélectionné au Grand Prix du Livre Européen 2011, né à Nice il a été cité récemment figure de la construction européenne, homme célèbre de la ville de Nice, aux côtés de Simone Veil, et soulignons-le, il a été un défenseur acharné du multilinguisme en Europe.

Une figure donc à la mesure de ce confins du territoire français, dont les racines italiennes plongent dans l'histoire de la région.

Je le souligne c'est pour nous un grand honneur et bonheur de pouvoir organiser cet évènement qui met spécifiquement en lumière un enfant, fils, petit-fils et arrière-petit-fils du pays.

Son père Alain Biancheri, décédé à la fin de l'année dernière a écrit différents livres sur Menton et sa région. Son grand-père, Adrien, (Léon, Marius Biancheri), fut un résistant au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI) reconnu par la ville de Menton, et son arrière-grand-père, Augustin (Egilde) Biancheri, fait partie des plus de 600 disparus en mer en 1915, lors du torpillage du croiseur cuirassé Léon Gambetta (un des tout premier torpillage de l'histoire).

L'histoire de ses aïeux et de son père, ses origines transnationales, avaient fortement influencé Franck dans sa compréhension historique récente des peuples européens et dans ses visions sur le futur de l'Europe.

Une Europe plus démocratique et plus influente dans le monde, tel est le projet que Franck Biancheri a combattu sans relâche pendant 30 ans, jusqu'à sa mort. L'Europe des petits enfants et des ballons

qui volent était finie, venait l'heure de celle des citoyens qui veulent comprendre et contrôler. En 1992, à l'heure du traité de Maastricht il écrivait « Europe: Communauté ou Empire »...

Je remercie particulièrement pour l'accueil que nous a réservé la ville de Menton, son maire, Monsieur Yves Juhel, Monsieur Novelli et les équipes de la ville pour l'organisation de cet évènement en l'honneur de l'un de leurs concitoyens. Nous en sommes très émus, sa fille, sa mère, sa compagne, et ses amis. Je pense notamment que cet honneur aurait ému son père Alain Biancheri.

Nous vous invitons à découvrir maintenant ce citoyen de votre ville, de votre région, et débattre avec un panel d'Européens sur un sujet on ne peut plus d'actualité : vivons-nous la fin de l'Europe ? de quelle Europe ? vers quelle Europe allons-nous ?

Je voudrais aussi remercier les intervenants et vous tous, tout particulièrement.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? Franck Biancheri, le Mentonnais](#)

* * * * *

Ouverture des débats : « Inflation, crise énergétique, guerre aux frontières... La fin de l'Europe ? »
Marie-Hélène Caillol, présidente Laboratoire européen d'Anticipation Politique – [LEAP](#), présidente d'honneur de l'[association des Amis de Franck Biancheri](#), experte en anticipation, formatrice et conseillère

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, les Européens ont eu le génie de poser les bases d'un projet de paix en lieu et place de la situation de guerre endémique qui prévalait avant. Et depuis 75 ans, aucun doute que ce projet est/fut un succès. La paix est une réalité, malgré les tensions et l'Histoire qui travaillent encore les peuples.

Il convient néanmoins de se demander sans cesse si, pourquoi et quand ce succès pourrait prendre fin. C'est une question lancinante qui prend un relief particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine, désormais à la frontière de l'UE, non sans risque de contagion à la Pologne notamment - compte tenu de l'intrication des peuples et frontières dans cette partie du monde.

Le projet de paix est-il en bout de course et cette crise signale-t-elle purement et simplement la fin de l'Europe ? Telle est la question brutale que nous nous posons.

La première étape de construction européenne a consisté à mettre en commun les matières premières qui avaient été la cause de tant de souffrances, à savoir le charbon et l'acier, matières emblématiques de la révolution industrielle, en créant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1951. L'analyse fine de l'histoire des deux précédents siècles oblige un peu à se demander si c'est bien la CECA qui a mis fin aux guerres européennes ou si le passage de l'ère charbon-acier à l'ère du pétrole-plastique a déplacé les tensions vers le Moyen-Orient. Mais admettons que la CECA pose les bases d'un projet politique hautement innovant consistant à lier des nations par la coopération économique et la mise en commun des fondamentaux de la croissance (énergie, monnaie, éducation,...). On est alors en droit de trouver inquiétante la crise énergétique révélée et accrue par la

guerre en Ukraine : les politiques et intérêts énergétiques semblent partir dans des directions différentes, prémises de nouvelles tensions intra-européennes ?

Par ailleurs, qu'en est-il des trois principes ou objectifs de la construction européenne que sont paix, prospérité et démocratie ?

Sur le plan de la paix, on a bâti l'Europe sur la réconciliation de l'Allemagne et de la France, des puissances de l'Axe et des Alliés, puis l'Europe a joué un rôle majeur dans le dialogue Occident-URSS durant la Guerre Froide avec des succès aussi retentissants que les accords d'Helsinki qui ont certainement contribué à la Chute du Mur aussi significativement que la « Guerre des Etoiles » de G. Bush père. Mais depuis 20 ans, alors qu'une division de l'Ukraine était l'éléphant dans le couloir en cas d'échec de reconstruction d'une relation euro-russe post-1989, l'intransigeance de l'Europe n'a pas réussi à éviter la situation dans laquelle l'Ukraine s'est trouvée piégée depuis 2014. Elle ne parvient pas non plus à régler la question chypriote qui passe par la construction d'un vrai partenariat avec la Turquie au lieu d'une éternelle promesse d'adhésion. Elle est désormais de plus en plus rejetée par le Maroc faute de pouvoir contribuer à la résolution de l'épineux problème saharoui qui bloque le déploiement de l'Union du Maghreb Arabe. Bref, depuis 1989, l'Europe n'est plus un facteur de paix. A l'inverse, son intransigeance moralisatrice perpétue les problèmes. Et elle présente désormais une guerre à sa frontière, qui éloigne d'elle les flux commerciaux et financiers, et fragilise sa réussite commerciale des années ayant précédé la crise grecque de 2009.

Ce qui nous amène à la question de cette autre promesse désormais trahie : la prospérité commune. Nous l'avons eue et il n'y a pas lieu de réécrire l'Histoire et de statuer à un échec de l'ensemble du projet européen. Mais les modèles naissent, prospèrent et meurent s'ils ne parviennent pas à évoluer dans le bon sens. En sommes-nous là ? Certes, les difficultés économiques qui frappent les Européens de manière croissante et les font descendre dans la rue ne sont pas seulement économiques ; elles ne sont pas non plus le fait d'échecs européens uniquement. La crise est globale et systémique. Néanmoins, les atouts considérables (PIB, systèmes sociaux, union monétaire, éducation...) dont disposait l'UE auraient dû mieux protéger les Européens des innombrables crises qui ont grignoté leur confort de vie : crise de l'euro, dumping social et fiscal, inflation par le coût de l'énergie, crise d'approvisionnement, crise de production, crise des talents, etc... L'UE, si elle a compris la crise systémique globale qui s'abattait sur le monde en 2008, n'a pas réussi à en protéger les Européens, pas suffisamment, pas légitimement aussi.

Et nous voici au troisième point d'échec : la démocratie, que les dictatures allemande, russe, italienne, espagnole, portugaise, yougoslave,... nées dans la première moitié du XXème siècle, obligeaient à insérer au coeur du projet d'avenir souhaitable proposé par le Traité de Rome. 70 ans plus tard, persuadés qu'elle était démocratique parce ses parties constitutives, les Etats-Membres, étaient des démocraties, l'Europe n'a pas vu, ou n'a pas voulu voir que le transfert de compétences vers le niveau européen, résulterait inévitablement en une crise de la démocratie : celle des nations connectées à des niveaux de pouvoir de plus en plus dérisoires, et celle d'un niveau européen flottant à distance des peuples. La crise ukrainienne, en divisant les nations aux intérêts stratégiques, diplomatiques, économiques et énergétiques divergents, renforce certes le pouvoir d'un niveau européen plus ou moins débarrassé du Conseil de l'UE, mais aggrave l'évident manque de légitimité démocratique du système décisionnel commun. Et jette dans la rue des peuples ne sachant plus à quels saints se vouer pour voir leurs droits civiques défendus. Sans compter que les institutions européennes restent une

vaste technocratie, à savoir une machine destinée à obéir à un niveau politique qu'il serait intéressant de déchiffrer : quel monstre hybride donne ses ordres à la machine technocratique européenne ? un vrai sujet d'étude qui démontrerait sans doute l'influence diminuante du Conseil et du Parlement. La démocratisation de l'UE fut le grand combat de Franck Biancheri qui anticipait que sans invention des mécanismes connectant les citoyens aux niveaux décisionnels supra-nationaux (médias, partis, élections), l'Europe évoluerait vers un scénario de crise.

Mais crise ne veut pas dire disparition. Parfois même « bien au contraire ». De fait, l'Europe ne meurt pas. Mais en quoi est-elle en train de se transformer sous le coup des crises de la décennie 2010, des défections d'états-membres (Royaume-Uni), des retraits demande d'adhésion (Turquie, Suisse...) et des violences liées aux nouveaux élargissements ? On l'a dit, les états-membres divisés perdent la main. Et les peuples en colère contribuent à fragiliser plus encore le seul niveau sur lequel ils ont encore un peu d'influence. Un certain règne européen se fait jour. Tout le monde commence à comprendre que les principes fondamentaux et consensuels de la construction européenne passent mais que les institutions européennes demeurent. Mais personne ne sait comment prendre le contrôle de cette machine plus hors-sol que jamais : toujours déconnectée du terrain citoyen mais désormais également partiellement libérée des contre-pouvoirs nationaux.

La vision spécifiquement française du projet européen, conçu comme un projet d'indépendance de la tutelle américaine imposée au continent à l'issue des deux guerres mondiales, a perdu de sa centralité suite aux grands élargissements à l'est du début du millénaire, puis a repris du poil de la bête à l'ère de Trump pour décroître avec le retour des Démocrates à la Maison Blanche et finalement s'effondrer dans les cendres avec la guerre en Ukraine (annihilant au passage la présidence française de l'UE du premier semestre 2022).

Alors, non, l'Europe n'est pas morte. Elle reste un bout de terre sur lequel des peuples de langues, histoires et cultures différentes doivent coexister. Elle garde un système institutionnel puissant. Mais les valeurs qui l'animent ont changé. Les intérêts qui la gouvernent sont mystérieux. Les peuples n'en ont jamais été aussi éloignés, divisés par des frontières nationales partiellement revenues et par des phénomènes de communautarisation de la pensée politique.

A ce degré de confinement des différentes visions de l'avenir de l'Europe que portent en eux les Européens, nous estimons que la première chose à réapprendre à faire, consiste à s'écouter, sans chercher à se convaincre. C'est à cet exercice que la présente conférence s'est prêtée, mettant côte à côte des Européens tous issus du combat pour la démocratisation européenne, ayant croisé le chemin de Franck Biancheri, mais ayant chacun suivi leurs chemins propres. Où en sont-ils aujourd'hui de leurs espoirs, déceptions et visions d'avenir de notre continent ? Réouvrons nos oreilles et nos cerveaux à la diversité de leurs points de vue !

A retrouver sur notre site : [Inflation, crise énergétique, guerre aux frontières... La fin de l'Europe ?](#)



1er Débat : « L'Europe change » avec Harald Greib, cofondateur des Newropeans et candidat aux élections européennes de 2009 (Hambourg), Kiril de Jacquelin, Gérant de [PARISOFIA](#) (Sofia) et Adrian Taylor, fondateur [4sing](#) (Hambourg) – Absent : Jose-Maria Compagni Morales, directeur général [DOCENSAS](#) (Séville)

« De la nécessité de décolonisation et de notre politique et de nos esprits » - Harald Greib, cofondateur des Newropeans et candidat aux élections européennes de 2009 (Hambourg)

Laissez-moi d'abord commencer avec quelques remarques personnelles. Je suis fonctionnaire du gouvernement allemand à Berlin, mais je suis ici en tant que citoyen, citoyen allemand et citoyen européen. Mes positions et mon opinion n'engagent que moi. Je n'exprime nullement une position officielle, cela ne correspondrait ni à mon rôle, ni à ma position.

Il y a quelques années, je n'aurais pas cru une telle clarification nécessaire, j'étais jadis convaincu qu'en tant que fonctionnaire, on avait droit à la libre parole, mais depuis la pandémie de Corona et la panique qui a bouleversé nos sociétés, je tiens à le dire plus expressément. Car je pense à cet officier de police qui s'est exprimé lors d'une manifestation contre les mesures du Covid qui s'est vu exposé à une procédure disciplinaire, pour avoir critiqué la politique officielle. Je pense aussi à tous ces manifestants qui brandissaient la Constitution allemande qu'ils jugeaient bafouée que l'on a traité de anti-démocratiques. Les temps sont devenus difficiles pour tous ceux qui ne suivent pas à cent pourcent le droit chemin de l'opinion officielle, c'est-à-dire gouvernementale et relayé par les grands médias.

Ceci me rappelle le début de mon engagement européen. C'était en 1994, jeune fonctionnaire que j'étais à l'époque, j'obtenais le poste très convoité de conseiller pour la politique de coopération policière européenne à la représentation permanente de l'Allemagne auprès des institutions européennes. Il aurait été difficile de trouver quelqu'un plus convaincu du rêve européen que moi.

Pour moi, l'avenir européen était manifeste, le dépassement des égoïsmes nationaux, la définition et la poursuite des intérêts européens, un rôle de plus en plus renforcé des institutions européennes, tout cela allait de soi. Mais rapidement, je me suis rendu compte que quelque chose clochait. Dans

l'enceinte de divers cercles de discussion à Bruxelles, l'absence totale d'une pensée que je considère essentielle dans tout projet sociétal était criante : La légitimité démocratique.

La Commission européenne se contentait de sondages truqués d'opinion publique pour réclamer une telle légitimité. En réalité, et quelques fonctionnaires européens me le disaient ouvertement, les citoyens n'étaient que de troubles fêtes de travers le chemin vers l'avenir radieux de l'Europe, une Europe, dont d'ailleurs ils ne se donnaient jamais la peine de définir ni contenu ni contenant, c'est-à-dire ni attributions administratives ni limites territoriales. Un jour je n'arrivais plus à me cacher le fait d'avoir perdu la foi européenne version Bruxelles, alors une Europe où les institutions européennes étaient roi et les citoyens de simples consommateurs, heureux de vivre dans un marché unique qui rendait les bien de consommation plus abordable, mais dont la volonté politique était quantité négligeable. Le roi soleil disait « L'état, c'est moi », à Bruxelles, on pensait « L'Europe, c'est la Commission ».

Comme je suis quelqu'un qui n'arrive pas à fermer sa gueule, je tiens ceci peut-être de mon grand-père qui, sous le troisième Reich, se voyait interdire l'exercice son métier d'avocat, j'étais vite stigmatisé en tant que « eurosceptique » voire « anti-européen ».

A l'époque, j'avais la chance de rencontrer Franck Biancheri. Tout de suite, j'étais impressionné par sa culture générale et sa capacité d'analyse politique. Il était capable de voir la politique avec la grande perspective et de connecter des points qui semblaient être sans connexion, pour voir le grand tableau. Ensemble, nous avons milité jusque à sa mort pour la démocratisation de l'Union européenne, jusqu'au point de fonder un parti politique, les Newropeans, et de participer aux élections européennes de 2009.

Je veux faire ici une remarque qui pourrait paraître comme une parenthèse, mais que je vais reprendre dans mes conclusions, donc elle a bien sa place ici. Lors de la campagne électorale, je me suis rendu compte de l'état lamentable des soi-disant grands médias, voire médias de qualité, comme ils se déclarent eux-mêmes. Les journalistes ne comprenaient pas leur rôle en tant que colporteur d'informations, mais de donneurs de leçons, d'arbitre de ce que l'on avait droit de dire et de penser et de ce qui était en dehors d'un discours acceptable. Et le soi-disant processus d'intégration européenne était trop important pour le lester avec une demande irréaliste de démocratisation. Il fallait réaliser l'Europe, même si le prix consistait à sacrifier la démocratie sur l'autel de la sacro-sainte intégration européenne ; une pensée qui justifiait dans leur opinion d'ignorer nos efforts absolument et complètement. Je ferme la parenthèse.

Le thème général de notre conférence est : Que Franck Biancheri penserait-il de l'Europe d'aujourd'hui ?

Nul besoin de dons surnaturels pour avoir une idée. Il serait choqué, effaré. Mais nullement effondré. Il adorait citer Antonio Gramsci et son fameux adage « le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté. » Et de la volonté il en avait. Mais pour pouvoir agir, il faut savoir où on en est et des quels moyens on dispose.

Alors l'Europe, le fameux procès d'intégration européenne, où en sommes-nous ? Les gros légumes européens n'ont que les « valeurs européennes » en bouche. La démocratie en devrait être une, mais je vous ai déjà dit quelle valeur réelle elle représente à Bruxelles. La démocratie est bon pour les Etats membres, mais svp. pas en Europe, où la véritable politique est faite.

Quoi de la liberté ?

On parle toujours des quatre libertés européennes, libre circulation des personnes, du capital, des marchandises et des services. Ce sont les fondements d'un projet économique qui a réduit le citoyen au rôle de simple consommateur – et pire - qui a effacé le projet politique initiale, qui était la Paix – finir avec les guerres en Europe, entre peuples européens.

Mais la guerre est de retour en Europe. On pourrait avoir une perspective étroite et dire c'est la Russie qui a attaqué l'Ukraine et en tire toutes les conséquences d'un soutien infaillible en faveur de l'Ukraine. Mais une perspective plus large serait de dire que c'est une guerre entre les Etats unis et la Russie, avec l'Ukraine en tant que pion dans une partie d'échecs géostratégiques, qui prépare une guerre plus atroce encore, probablement la guerre ultime sur terre, une guerre américaine contra la Chine, une fois la Russie vaincue et démantelée.

Au sein de la classe politique dans l'Union européenne et au sein des médias, la perspective étroite est largement majoritaire. D'où une politique de soutien en armes et en argent. Les états membres ont endossé le rôle de soutien du pion, qui, comme quasiment toujours aux échecs, est sacrifié au profit du couple royal.

De vouloir prendre du recul et argumenter sur la base d'une perspective plus large expose, au moins dans l'opinion médiatique, aux sanctions d'injure d'extrême droit, d'ami de Putin, d'amoral et que sais-je encore. En Allemagne, les journalistes ont créé des néologismes de gueux pacifiste ou pacifiste de soumission.

Selon ma plus forte conviction, aujourd'hui l'Europe se trouve au croisement de chemin déterminant pour sa survie.

Sommes-nous prêts à sombrer avec les Etats- unis ?

Ou aurons-nous le courage de nous émanciper de la tutelle américaine qui nous entraînent de guerre en guerre, de la Serbie à la Russie en passant par l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie et la Libye ?

Les Etats unis d'aujourd'hui vivent pour la guerre et de la guerre. Son budget militaire est de 13 fois supérieur à celui de la Russie. L'ex président Jimmy Carter avait fait le calcul que dans son histoire d'environ 240 ans, les états unis n'ont pas été en guerre qu'en dix-huit ans. Le journaliste Gore Vidal constatait que les Etats unis sont en guerre éternelle pour une théorique paix éternelle, toujours sous prétexte de lutter pour la liberté et des valeurs, mais en réalité pour les intérêts géostratégiques et économiques.

Mais leur système est aux abois.

Un surendettement public et privé insoutenable,

une économie qui ne survie que grâce à ces guerres interminables qui sont en général payées par ses allies mis à contribution ou par le vol des ressources des pays conquis,

une cohésion sociale qui a éclaté, d'un côté une classe de riches, de l'autre la grande majorité qui peine à finir les mois, une infrastructure qui s'écroule.

Je ne dis point que l'Union européenne se porte beaucoup mieux. Nous avons une tendance de copier les Etats unis avec un retard de 10, 20 ans. Mais nous pouvons encore dire stop et changer de direction.

Lors de la crise du Covid, ou comme je préfère dire, lors de la crise provoquée par des mesures politiques contre le virus, on a beaucoup parlé d'une période de de- globalisation, donc de renationalisation des flux de marchandises. Aujourd'hui, il faudrait parler d'une, attention, néologisme, dé- ouesternisation du monde. L'ouest avec son groupe du G7 n'est plus le maitre de l'univers. D'autres acteurs émergent, qui refuse de jouer le jeu selon des règles fixées et manipulées en sa faveur par un groupuscule d'états et d'acteurs économiques. La grande majorité de la planète a refusé de suivre les Etats unis dans sa guerre contre la Russie. Le monde unipolaire avec l'hégémon américain est au bout du rouleau. Le monde de demain sera multipolaire et ceci est très bien ainsi. L'Europe doit y trouver sa place, en tant qu'acteur souverain, conscient de ses propres intérêts, point en opposition de principe contre les Etats- unis, mais pas non plus en tant que son vassal.

Que nous empêche d'agir en fonction de nos propres intérêts ? Je le dis clairement comme je le pense :

Nous sommes exposés à un système de propagande et de manipulation sans bornes. Les médias, sous contrôle des intérêts financiers et économiques, ont abandonné leur rôle de gardien de nos libertés et contrôleur des puissants, se sont rangés de leur côté et font front commun contre la populace à qui ont prêché la bonne parole. Au fronton du ministère de la vérité de George Orwell était inscrit « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, et l'ignorance est la force. Aujourd'hui le secrétaire général de l'OTAN peut se permettre de dire que les armes sont la paix sans qu'il soit honni. En ce qui est de propagande et lavage des cerveaux, nous vivons déjà dans un système totalitaire.

Nous avons besoin d'une nouvelle ère de Lumière. Nous avons besoin d'un journalisme indépendant des intérêts financiers, économiques et politiques ; un journalisme financé par les consommateurs qui lui font confiance et subventionné si besoin, en fonction du succès et du nombre de lecteurs qu'il réussit à attirer. Même de ce côté, Franck Biancheri avait montré la voix avec la création du Newropeans Magazine sur le web et sa lettre d'anticipation politique sur abonnement, le GEAB.

Les philosophes des Lumières nous ont permis de nous débarrasser du joug de l'ancien régime. Aujourd'hui nous vivons sous le joug d'un système économique et financier qui vit de et pour la guerre. Pour retrouver nos libertés et la Paix, il faut s'en débarrasser. L'Europe doit finalement trouver le courage de sortir de la tutelle américaine et de voler sur ses propres ailes.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? De la nécessité de décolonisation et de notre politique et de nos esprits](#)

* * * * *

« Le rôle des puissances économiques européennes comme facteur d'affaiblissement de l'UE » - José Maria Compagni Morales, directeur général [DOCENSAS](#) (Séville), cofondateur de AEGEE, cofondateur d'IDE (1989)

Tout d'abord, merci à Marianne et bien sûr Marie-Hélène pour avoir gardé la mémoire de Franck et pour cette initiative dans sa ville natale. Je suis sûr qu'il aimerait nous voir se rencontrer pour parler de sa passion : l'Europe. Et le connaissant, j'imagine aussi sa frustration de ne pas pouvoir parler. Je suis désolé, Franck, cette fois on parle.

Il est difficile de savoir ce que penserait Franck aujourd'hui. Il savait lire la réalité d'une manière unique. Cependant, si l'on connaît ses convictions et ses caractéristiques personnelles ainsi que ses anticipations, on peut peut-être imaginer ce qu'il dirait.

Parmi ses convictions, il y a tout d'abord son combat pour la démocratie européenne réelle, non par idéalisme, mais parce que c'est la forme politique la plus efficace et la plus durable.

Deuxièmement, sa capacité d'innovation politique (AEGEE, inventeur de la nuit européenne, programme Erasmus, Newropeans), mais aussi technologique (connexion satellite pour les étudiants dans les années 1980, élections en ligne au début de ce siècle, vision de la traduction simultanée automatique).

Troisièmement, son lien avec le local, avec les villes d'Europe et avec le global. Franck était un Européen de Menton qui se sentait citoyen du monde.

Et el fin de l'Europe, alors ? Si nous voulons répondre à cette question, soyons réalistes ! Le monde est dirigé par l'argent. Le pouvoir politique est lié au pouvoir économique.

Nous ne parlerions pas de la fin de l'Europe si les entreprises de l'Est et de l'Ouest n'étaient pas les plus performantes que les entreprises européennes, n'est-ce pas ?

Parce que la perte du pouvoir économique entraîne la perte du pouvoir politique.

Si l'on regarde le classement mondiale des entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires aujourd'hui, peu d'entre elles sont européennes.

De toute façon, le pouvoir de l'Europe reste fort et une partie de ce pouvoir repose sur un niveau très élevé de revenu par habitant. Nous sommes un marché de consommation très fort. Nous avons du pouvoir dans nos poches.

Le pouvoir économique de ses citoyens en tant que consommateurs, ce qui n'est pas négligeable.

Également, l'Europe a une économie diversifiée, avec des industries fortes dans les secteurs de la fabrication, de la technologie et du tourisme et aussi un tissu de PME extraordinaires.

En Europe, les PME représentent plus de 99% des entreprises et emploient près de 100 millions de personnes. Elles sont donc un pilier clé de l'économie européenne.

Les PME en Europe sont considérées comme un moteur de l'innovation, de la création d'emplois et de la croissance économique. Elles sont souvent très flexibles et agiles, ce qui leur permet de s'adapter rapidement aux changements du marché et de répondre aux besoins des consommateurs. De plus,

elles ont souvent des coûts de fonctionnement plus faibles que les grandes entreprises, ce qui leur permet de rester compétitives.

En général, l'Europe est considérée comme un environnement favorable aux PME en raison de son régime réglementaire relativement favorable et de ses incitations fiscales et financières pour les petites entreprises.

Et nous devons continuer à nous améliorer car de nombreux obstacles existent actuellement. Par exemple, le non-respect de la neutralité fiscale.

Nous devons obliger les multinationales à payer les mêmes impôts que les PME. Pas 1 % ou 2 %, mais les 25 % que paient nos entreprises. Si nous ne sommes pas capables de corriger ces dysfonctionnements économiques évidents, nous ne parviendrons pas à la démocratie économique et politique et, tôt ou tard, nous en subirons les conséquences.

Le pouvoir économique des écosystèmes industriels autonomes est important et risque de se renforcer à l'avenir. Ces écosystèmes apportent de la richesse grâce à la diversité locale.

S'il n'y a pas d'économie fonctionnelle au service d'un lieu, ce ne sera pas un lieu.

Mettez votre argent là où se trouve votre vie.

Nous avons également en Europe une capacité d'innovation. Des entreprises comme Spotify, Skype, Mastodon ou le vaccin Covid-19 sont nées en Europe.

Plus important encore, nous sommes des innovateurs en matière de droits, de protection sociale, de transition écologique... Sur ces sujets, l'Europe gagne.

On dit souvent que les États-Unis inventent, que la Chine copie et que l'Europe légifère sur tout. Ce n'est pas complètement vrai, mais le travail de régulation en Europe est important et représente un "soft power" qu'il ne faut pas sous-estimer.

Nous partons donc de plusieurs prémisses ou hypothèses.

La première prémisse est qu'il semble évident que la dimension européenne-locale est nécessaire et que nous devons articuler nos efforts autour de cette double dimension.

La deuxième prémisse est que la démocratie est le système qui fonctionne le mieux pour nous, Européens/Occidentaux, à long terme.

Troisièmement, les pouvoirs économiques sont importants.

Comment pouvons-nous donc renforcer la démocratie économique au niveau européen ?

Nous devons voir l'ensemble du tableau.

Nous avons besoin d'une prise de conscience de la société civile et d'un effort commun au niveau européen, mais pas seulement. Et nous revenons ici à l'idée de Franck Biancheri d'une collaboration internationale. Il existe de nombreuses communautés aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique, en Australie qui ont les mêmes objectifs.

L'Europe fait partie d'un bloc qui est l'Occident, pour le meilleur et pour le pire. Nous devons accepter ce postulat.

Nous devons tirer parti des similitudes culturelles et de la proximité avec d'autres parties du monde, en particulier l'Afrique et l'Amérique latine. Il ne s'agit pas de colonisation 4.0 mais de décolonisation 2.0.

Sur cette base, celle d'une démocratie économique qui combine les niveaux supranational, régional et local, nous devons ensuite parler à la Chine, à l'Inde, au Moyen-Orient et au reste du monde.

Je suis sûr que nous pourrons nous comprendre, car eux aussi trouveront des avantages à cette approche.

Est-ce une utopie dans un environnement où les tambours de la guerre battent et où les luttes commerciales et technologiques de haut niveau sont relancées ? Sûrement oui, mais comme aimait à le dire Franck Biancheri, et cela figure sur sa tombe toute proche, nous avons *le pessimisme de l'intelligence mais aussi l'optimisme de la volonté*.



Merci de m'avoir invité à cette manifestation et d'avoir supporté mon français désastreux.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? Le rôle des puissances économiques européennes comme facteur d'affaiblissement de l'UE](#)

* * * * *

Comme le rappelle Marie-Hélène Caillol dans son [introduction](#), le projet européen a été conçu pour atteindre trois objectifs :

- La paix.
- La prospérité.
- La démocratie.

Si l'on regarde d'abord le passé profond, le projet européen a effectivement réussi à remplir ces objectifs :

- La paix : Pas de guerre entre l'Allemagne et la France (ou tout autre État membre d'ailleurs).
- La prospérité : Les trente années glorieuses, une augmentation massive du PIB.
- Démocratie : ancrée dans les États membres et, avec la fin de la guerre froide, un effort largement couronné de succès pour ancrer la démocratie en Europe centrale.

Mais au cours des trente dernières années, les choses ont progressivement commencé à dériver. Cela ne s'est pas produit d'un seul coup, mais lentement. C'est le résultat de l'évolution du monde qui nous entoure. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis qui remettent en cause nos objectifs :

- La paix : Les citoyens considèrent la paix en Europe comme un fait acquis, mais sont choqués de voir que des États non membres peuvent encore souffrir de la guerre – à commencer par les Balkans dans les années 90 et de façon encore plus frappante en Ukraine aujourd'hui.
- La prospérité : Une prise de conscience s'est progressivement opérée sur le fait que la croissance quantitative (PIB) n'est pas synonyme d'amélioration de la situation de tous (augmentation des inégalités) et qu'elle ne tient pas compte de la destruction de l'environnement.
- Démocratie : Une partie de nos concitoyens se sent exclue. Même si le populisme est alimenté par des politiciens opportunistes et soutenu par des trolls russes, les préoccupations de base sont là, et aggravées par un manque de démocratie au niveau (pan)européen.

Nous devons donc revoir le projet européen à l'avenir afin que ces mêmes objectifs puissent être atteints, mais d'une manière qui reflète les défis auxquels nous serons confrontés demain :

- La paix : La paix ne peut être garantie en agissant uniquement au sein de l'UE. Nous avons besoin d'un engagement mondial, par exemple si nous voulons éviter que des millions de réfugiés climatiques n'arrivent d'un seul coup. Pour ce faire, nous devons créer une alliance mondiale des démocraties.

- La prospérité : L'Europe doit devenir le chef de file de la transformation économique verte, en veillant tout particulièrement à ce que ce changement radical soit socialement juste.
- Démocratie : Nous devons expérimenter de nouvelles formes de démocratie, y compris des assemblées de citoyens, en donnant aux parents le droit de vote pour leurs enfants et en reconstruisant le pacte social.

Si nous ne parvenons pas à adapter notre compréhension des objectifs, l'Europe sera confrontée à un avenir problématique. Le changement démographique à lui seul aurait un impact significatif sur nous, mais à cela s'ajouteront les périls du changement climatique, les bouleversements géopolitiques, la montée en puissance de la Chine (actuellement autocratique), pour n'en citer que quelques-uns.

La bonne nouvelle, c'est que l'agenda peut être réalisé, et que l'on peut dire qu'un début de solution a été trouvé pour ces trois éléments. Mais il faut beaucoup de temps pour faire avancer la machine – et le monde va de plus en plus vite...

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? L'Europe doit être réinventée](#)

* * * * *



2ème Débat : « L'Europe change. Le chemin du citoyen » avec Gilles Grin, directeur de la [Fondation Jean Monnet pour l'Europe](#) (Lausanne), Geta Grama-Moldovan, directrice administrative d'[Anticipolis](#) (Cluj-Napoca), Sven Franck, co-Président [Volt France](#)

« La construction européenne entre crises et relances, d'hier à aujourd'hui » - Gilles Grin, directeur de la [Fondation Jean Monnet pour l'Europe](#) (Lausanne)

Bonjour Mesdames et Messieurs.

Chère Marie-Hélène, chère Marianne, merci beaucoup de votre invitation. C'est une joie d'être parmi vous aujourd'hui.

Le titre de mon intervention est « La construction européenne entre crises et relances, d'hier à aujourd'hui ».

Je commencerai par évoquer ces crises historiques et contemporaines. Je considérerai ensuite les défis dantesques auxquels sera confrontée l'Europe dans les temps à venir.

I. Commençons par l'histoire.

L'Europe communautaire a été portée sur les fonts baptismaux par la Déclaration du 9 mai 1950.

Une histoire riche et parfois tumultueuse s'est écrite depuis lors.

Au fil des décennies, des approfondissements de l'intégration économique et politique ont eu lieu.

Et il y eut aussi des élargissements géographiques ainsi qu'un rétrécissement en 2020, le Brexit.

L'histoire de l'intégration européenne a été ponctuée de périodes de crises et de relances.

La majorité du temps, cette construction peut être considérée comme ayant été en crise.

Ces périodes de crises n'empêchent toutefois pas certains progrès.

L'union douanière et plusieurs politiques communes ont été mises en place au cours des années 1960 malgré des crises comme celle de la chaise vide.

C'est durant la longue crise de l'Eurosclérose débutant en 1973 qu'a été décidée l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Plus tard, malgré la crise débutant en 1992, la mise en place de l'euro ne s'est pas interrompue.

Et il existe de nombreux autres exemples.

En même temps, il serait faux d'inférer de l'histoire le caractère prédictif qu'à une crise va succéder automatiquement une relance.

II. Évoquons brièvement la crise contemporaine que traverse l'Union européenne.

On peut considérer que celle-ci remonte à l'année 2005, moment du rejet du projet de traité constitutionnel.

Depuis lors, de nouvelles crises se sont ajoutées les unes aux autres. Ce que j'appellerai le « mille-feuille des crises » a pris de la hauteur.

Exprimé en style télégraphique : crise institutionnelle ; puis crise financière, économique, budgétaire et sociale ; crise de légitimité politique touchant de nombreux États membres et donc aussi l'UE ; crise migratoire ; Brexit ; crise du multilatéralisme ; crises régionales ; crise sanitaire avec ses effets induits ; retour de la guerre interétatique en Europe à la suite de l'agression armée de la Russie à l'encontre de l'Ukraine ; crise énergétique ; stagflation.

Les particularités de la crise contemporaine sont sa dimension multiforme, sa longueur, l'importance de la crise politique en sens large et l'hostilité de l'environnement international. On peine à discerner clairement un chemin de sortie de crise.

III. Dans l'Europe d'après-1945, des périodes distinctes se sont écoulées.

De la seconde partie des années 1940 jusqu'au tournant des années 1990 régnaient la guerre froide et la première époque de la construction européenne.

Même si le projet européen est un projet éminemment politique, novateur en termes de droit et d'institutions, ce sont surtout des canaux économiques qui ont été empruntés durant cette première époque.

Puis est venue à partir du début des années 1990 une époque post-guerre froide où l'on a vu le développement d'une union politique limitée en Europe.

IV. Où sommes-nous maintenant ?

Même si l'on n'a pas encore beaucoup de recul, je considérerai que 2022 marque l'aboutissement d'une césure conduisant à une nouvelle époque historique pour l'Europe – même si évidemment certains développements remontent aux années 2000 et 2010.

La rivalité géostratégique et systémique entre les États-Unis et la Chine devient de plus en plus structurante pour le monde.

Peut-être se dirige-t-on vers un système global bipolaire.

Ou alors un système multipolaire si la rivalité américano-chinoise n'écrase pas tout sur son passage.

Ce dernier scénario permettrait sans doute mieux à l'Europe de faire entendre sa différence sur la scène globale.

On ne voit pas encore de perspective de fin de la guerre en Ukraine. Mais même une cessation des combats ne serait pas, ou pas encore, synonyme de paix durable sur le continent.

Tant que l'impérialisme russe sera présent, le reste du continent aura toutes les raisons de ne pas baisser la garde.

L'autonomie stratégique européenne, ou son absence, aura un lien étroit avec le futur de la Pax Americana en Europe.

Plus les États-Unis resteront impliqués, plus il sera difficile aux Européens d'avancer collectivement sur ces questions stratégiques.

En même temps, un retrait américain accéléré serait source de grands dangers pour l'Ancien Continent.

Depuis 2020, on parle largement de la nécessité de maîtriser les chaînes de valeur, de réindustrialiser l'Occident et de diversifier ses approvisionnements. Mais si l'Europe et les États-Unis se concurrencent dans ce domaine, comme on en voit les premiers signes, on risque d'aller vers une situation de type néo mercantiliste.

Les enjeux climatiques sont mal traités, c'est une bombe à retardement pour l'humanité.

Les défis énergétiques sont colossaux.

Les inégalités explosent.

Une nouvelle course aux armements se développe devant nos yeux. En 2021, pour la première fois, les dépenses militaires mondiales ont dépassé le seuil des 2'000 milliards de dollars. Et ce chiffre est appelé à augmenter encore.

Avec la hausse massive de l'endettement et la remontée des taux d'intérêt, on risque de nouvelles crises des dettes souveraines à l'avenir.

Bref, la construction européenne se trouve à nouveau à une croisée des chemins. Ce n'est pas la première fois, mais les enjeux présents ont de quoi intimider même les plus optimistes.

Les questions cruciales pour l'Union européenne sont et seront sa capacité à prendre des décisions et sa capacité à faire accepter comme légitimes les décisions prises. On ne peut pas séparer les deux points.

Après l'octroi, en juin 2022, du statut officiel de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, huit États possèdent aujourd'hui ce statut. On risque d'assister à une course entre élargissements et approfondissements, notamment institutionnels, de l'UE.

Un élargissement sans approfondissement préalable ou concomitant risquerait de paralyser l'Union.

Un élargissement qui tarderait trop risquerait d'exposer le continent aux vellétés d'influence d'autres acteurs mondiaux tels que la Russie ou la Chine, ainsi que de démoraliser des populations qui n'y croiraient plus.

La Communauté politique européenne créée en octobre dernier peut apporter une contribution utile, mais selon moi seulement comme rôle d'appoint.

Une plus grande différenciation (ou géométrie variable) en matière d'intégration au sein de l'Union pourrait être le moyen de favoriser des progrès. Mais les dangers seraient que l'Europe devienne un patchwork incompréhensible ou que les progrès en matière d'intégration ne se traduisent pas en avancées démocratiques supranationales.

La question lancinante de l'État de droit au sein de l'UE n'a pas disparu avec la guerre d'Ukraine. L'Union ne pourra pas faire l'impasse sur cette question essentielle.

Le populisme et le nationalisme semblent avoir de beaux jours devant eux en Europe. Ils risquent de freiner le processus d'intégration. La construction européenne reste trop dépendante des aléas des politiques nationales dans les grands États membres.

Quelle sera la future politique américaine envers l'Europe ? Et quel sera le futur de la démocratie américaine elle-même ?

Le monde apparaît de moins en moins bienveillant envers ce que l'on nomme « l'Occident ». Le capital politique de l'Occident a parfois été utilisé à mauvais escient au cours des derniers siècles et des dernières décennies. On en paie le prix aujourd'hui.

En réponse au titre stimulant de cette conférence, je ne dirai pas que c'est la fin de l'Europe. Mais les défis pour l'avenir sont tout simplement colossaux et demain ne promet pas nécessairement d'être radieux.

Je vous remercie de votre attention.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? La construction européenne entre crises et relances, d'hier à aujourd'hui](#)

* * * * *

« **La fin de l'Europe : est-ce la faute des citoyens ?** » **Sven Franck**, Allemand, en France depuis 2012, chef de projet [Nexedi/Rapid.Space](#), admin [Euclidia](#), trésorier du [Fonds de Dotation du Libre](#), co-Président de [Volt France](#)

Dans quelle Europe vivons-nous ?

Idée : garantir la paix après les guerres mondiales
Marché unique européen - L'idée de liens économiques
Libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes
Des dimensions économiques d'une union économique

Sommes-nous des facteurs économiques ?

Qu'en est-il de leurs droits sociaux et démocratiques ? Si on bouge ?
Droits sociaux : réforme des retraites, 40+ x27 systèmes différentes !
Droits démocratiques : Adopter la nationalité pour pouvoir voter ?
Une Europe des chiffres, pas une Europe des cœurs

Les citoyens, acceptent-ils cette Europe?

Le référendum français sur la constitution européenne rejeté en 2005
Référendum sur le Brexit et sortie du Royaume-Uni de l'Union en 2016
Eurosepticisme et technocratisme
Se sentir européen nécessite une identification avec l'Europe

C'est donc la faute des citoyens ?

Comme avec le Brexit, il ne s'agit pas d'une question blanche ou noire

Non, car c'est l'Europe présentée aux citoyens.

Oui, si nous ne faisons pas l'effort de créer une autre Europe.

"Le pouvoir ça se prend" (il ne faut pas attendre qu'on vous le donne) - Franck Biancheri

L'Europe ne peut pas être imposée aux citoyens, mais les citoyens peuvent imposer leur Europe

De créer, c'est toujours difficile



Nombreuses tentatives de mouvements paneuropéens :

Paneuropa, IDE, les Newropeans, EUMans, Volt Europa

Obstacles culturels, organisationnels et électoraux

Difficile d'établir un mouvement, déjà en France, encore plus en Europe

Une autre Europe - c'est possible

Niveau associatif - Fonds de citoyens franco-allemand, ERASMUS, AEGEE

Niveau politique - Data Act, Digital Market Act, Harmonisation de la loi électorale européenne

Il faut de la patience, la passion et la persévérance

La société européenne

Qu'est-ce que la société? Les voisins, la ville, le pays, l'Union européenne

Des frontières artificielles, ce qui compte ce sont les liens et l'entente

Sans liens, ni la société, ni la démocratie, ni l'Europe n'iront pas très loin

L'Europe comme la société est ce que nous faisons

"Localiser l'Europe"

C'est à nous de créer l'Europe que nous voulons

C'est à nous de rendre l'Europe visible dans la vie quotidienne

Créer les liens sociaux qui complètent les liens économiques

Créer le tissu européen de manière ascendante

Si c'est la fin de l'Europe purement économique, c'est peut-être le début d'une Europe sociale et démocratique. Ce serait la faute des citoyens qui n'auraient pas essayé...

Merci beaucoup - Twitter [@SvenFranck](#) - © 2023

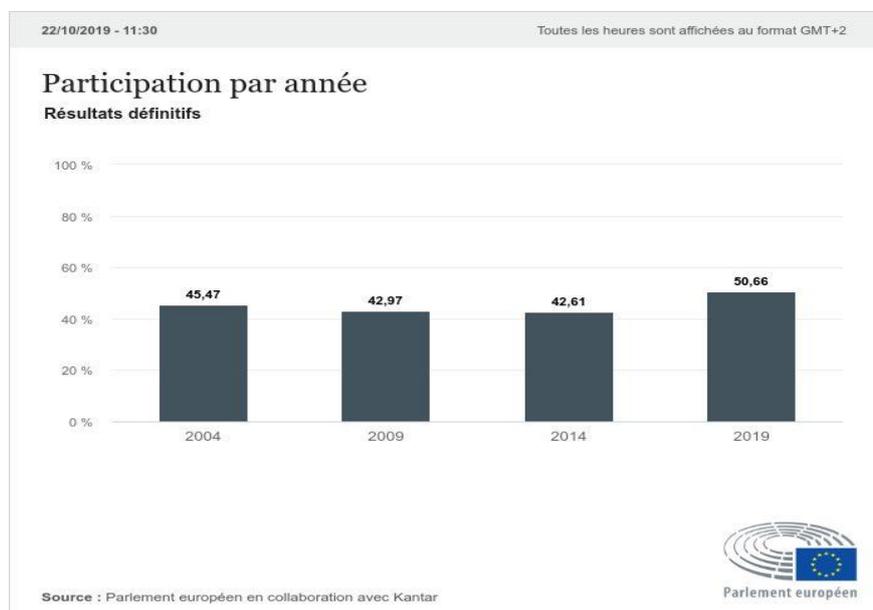
A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe ? Est-ce la faute des citoyens ?](#)

« L'Union Européenne en panne de démocratie » - Régis Jamin, fondateur de Election-Europe et cofondateur de EUSV et TIESWEB

Le grand vainqueur des élections Européennes depuis des décennies aura été le parti des abstentionnistes avec en moyenne un citoyen sur deux qui s'abstient.

Ainsi lors du dernier scrutin européen en 2019, sur les 427 millions d'électeurs répartis sur les 28 états membres, ce sont donc 230 millions de citoyens qui se sont abstenus.

C'est hélas le chiffre constant d'abstentions que nous avons prédit de scrutin en scrutin depuis que nous publions des études sur les différents supports et articles au sein des associations animées par feu Franck Biancheri depuis une trentaine d'années.



Nous décrivons d'ailleurs toujours les mêmes symptômes de ces déficits démocratiques :

Un système électoral non égalitaire :

Le principe démocratique de base « un homme, une voix » ne peut être respecté faute de liste électorale unique, des votes doubles sont donc possibles ;

Les règles de participation sont inégalitaires, par exemple certains pays tels que la Grèce, la Belgique, Chypre, la Bulgarie ou le Luxembourg ayant instauré le vote obligatoire ne reflètent pas la participation globale;

D'un pays à l'autre, les règles des scrutins varient entre des scrutins de listes régionales ou nationales ou des scrutins préférentiels avec ou sans seuil de représentation ;

L'âge limite pour être candidat est différent entre les états, dans plus de la moitié d'entre eux, il est nécessaire d'avoir au moins 18 ans pour se porter candidat. Mais certains pays ont des règles plus drastiques: en Italie et en Grèce, l'âge minimum est de 25 ans, en Roumanie, 23 ans;

La date du scrutin et la durée du vote ne sont pas les mêmes pour tous les états.

Une campagne électorale uniquement centrée sur les enjeux nationaux :

L'abstention est souvent la plus forte dans les pays où les listes populistes réalisent leurs meilleurs scores ;

Les gouvernements nationaux sont souvent sanctionnés par un vote contestataire, la plupart des grands partis nationaux démontrent ainsi leur incapacité à instaurer un véritable débat sur les enjeux européens lors de ces scrutins;

Ce rendez-vous des partis avec les citoyens européens montre le fossé qui s'est creusé entre l'offre politique et la demande citoyenne de véritables projets Européens.

Un vote qui peut sembler inutile et inefficace à l'électeur :

Le grand nombre de listes et programmes est souvent synonyme de confusion pour le citoyen Européen, avec en moyenne plus de 20 listes par pays pour un total de 500 listes dans toute l'Union pour élire 750 parlementaires, il est impossible d'identifier autant de projets pour l'Europe.

Un manque flagrant d'information et de publicité lors des scrutins :

L'occasion n'a jamais pu être saisie d'instaurer de nouvelles règles de communication et de financement des campagnes car la tâche était ardue, pour des médias déjà bien peu incités à subventionner une information qui ne leur rapportait pas de clients, que de faire respecter l'équilibre des temps de parole dans la pléthore de listes régionales ou nationales.

Un système de collecte des votes archaïque :

Malgré que l'immense majorité des citoyens a accès à internet, on aurait pu compléter le système électoral classique en autorisant l'usage du vote par internet, qui s'il ne règle pas les problèmes précédemment cités, aurait permis de faciliter le vote en allongeant sa durée et permettant ainsi à de nombreux abstentionnistes de pouvoir voter de chez eux ou de leur lieu de travail.

Au sein de nos associations, nous avons pourtant démontré dès le début des années 2000 avec le projet Eu-StudentVote la puissance mobilisatrice de l'usage d'internet pour répondre à ces lacunes.

Ainsi après 5,5 millions de visites sur le site en 5 langues d'EU-StudentVote pendant toute la campagne pour l'élection d'un conseil des étudiants européens, provenant de 2.500 universités et écoles des pays de l'Union Européenne, 82.689 étudiants avaient participé à ce premier événement mondial de e-démocratie en votant par internet.

EU-StudentVote aura ainsi réellement démontré ce que pourrait être le futur d'une nouvelle démocratie Européenne.

« C'est la première fois dans l'histoire de l'Union Européenne que des citoyens ont pu voter au niveau de l'Europe pour des listes trans-européennes. A cet égard, ces étudiants des 15 états de l'Union Européenne auront été les pionniers de ce qui restera la première expérience à grande échelle de e-démocratie de l'histoire. » soulignait Franck Biancheri, Président d'EU-StudentVote.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe? L'Union Européenne en panne de démocratie](#)

« La fin de l'Europe n'aura pas lieu » - Geta Grama-Moldovan, directrice administrative d'[Anticipolis](#) (Cluj-Napoca, Roumanie)

A la question « l'Europe doit-elle poursuivre son chemin ? » ma réponse est OUI et c'est même un OUI non-négociable.

Quand on doit relever ce grand défi de convaincre un auditoire (plutôt déjà décidé) que ce n'est pas la fin de l'Europe, on devrait déjà commencer par poser la question « quelle Europe ? ». Pour moi l'Europe signifie Union Européenne, mais aussi défense européenne qui, pour le moment, s'appelle OTAN, peut-être parce qu'à quelques dizaines de kilomètres de ma frontière une guerre se déroule depuis plus d'un an (et non pas à plus de mille kilomètres comme ici). C'est une question de survie l'appartenance à l'Europe pour quelques-uns, un besoin de prospérité et de confort pour d'autres, un acquis d'indépendance intellectuelle et professionnelle auquel il y a vingt ou vingt-cinq ans une Roumaine comme moi pouvait seulement rêver.

L'Europe n'est, certes, pas parfaite, mais au lieu de déclarer « La fin de l'Europe ! » ne devrait-on mieux se demander « Qu'est-ce qui manque aujourd'hui à l'Europe pour redevenir le modèle qu'elle était ? » Et surtout qu'est-ce que nous pouvons faire en tant que citoyens pour l'aider à regagner sa place ?

Je ne sais pas ce que Franck Biancheri dirait s'il était encore là, mais j'aimerais bien l'entendre dire « Arrêtez l'Europe ! Je veux descendre », car je sais qu'il descendrait pour chercher de l'aide et revenir, un micro à la main, des idées plein la tête, entouré de compagnons prêts comme lui pour défendre encore et encore le projet européen auquel ils croyaient tous.

Faisons ensemble un exercice d'imagination et humanisons l'Europe pour tenter de comprendre ce qui lui manque à présent : si on demandait à un jeune (peu importe son pays européen) ce qui lui manque à 18 ans, il dirait l'amour, l'attention ; à 30 ans il lui manque certainement la confiance ; à 45 ans il manquerait plutôt d'argent, à 65 ans de temps, et à 80-85 ans d'énergie. Ce ne serait pas tout ça qui manquerait à notre Europe ? D'amour, d'attention, de confiance, d'argent, de temps, d'énergie ... ? Et aussi de créativité et c'est là où ses citoyens- nous, devrions intervenir.

C'est Einstein qui disait « la créativité est l'intelligence qui s'amuse »... suivons donc son raisonnement: amusons-nous bien fort, chers amis, et soyons donc très créatifs pour notre Europe, car elle mérite pleinement d'être sauvée.

A retrouver sur notre site : [La fin de l'Europe n'aura pas lieu](#)

L'association des Amis de Franck Biancheri, remercie très chaleureusement ses partenaires, la [Ville de Menton](#) et son représentant Monsieur Novelli, ainsi que la bibliothèque municipale de Menton, Madame Pinatel et ses collaborateurs, le Laboratoire Européen d'Anticipation Politique, [LEAP2040](#) et Madame Caillol sa présidente, la [Fondation Jean Monnet pour l'Europe](#) et Monsieur Grin son directeur.

Venus de tous coins de l'Europe, nous remercions particulièrement nos intervenants qui ont rendu ces débats contradictoires possibles, les amis et compagnons de route de Franck Biancheri pour leur fidèle soutien. **Retrouvez les interventions et la vidéo sur le [site de l'AAFB](#).**



En mémoire à Franck Biancheri (1961-2012), et à son père Alain décédé en novembre 2022 à Menton, un grand merci à sa famille

